

Mesdames, messieurs les membres de ce CDEN,



Encore une fois, notre département va devoir rendre des postes. Pas une année, depuis 10 ans, ne se passe sans que des postes ferment. A ce rythme, il ne doit plus exister aucun enseignant, aucun parent, ni aucune municipalité qui n'aura connu cette douloureuse expérience. Cette année encore, des écoles vont fermer leurs portes, sûrement définitivement. C'est regrettable pour la présence du service public, de l'École de la République, sur notre territoire. Et c'est bien à cause du manque de moyens que l'État a alloué au rectorat puis que l'Académie nous a octroyés, que l'intersyndicale a décidé de boycotter le CDEN qui se tenait lundi.

Aujourd'hui, la situation est telle, qu'une école qui ferme ou qui passe en classe unique, fragilise le territoire sur lequel elle est établie. Non seulement le nombre de communes sans école augmente, mais l'école s'éloigne géographiquement des élèves. C'est un cercle vicieux, sans enfant, pas d'école et sans école, pas d'enfant. Aujourd'hui encore, il nous semble primordial de voir plus loin, avec une vision territoriale d'un secteur. Le protocole rural signé précédemment devait initier cette réflexion. Deux ans plus tard, où en est-on ? Il a permis de limiter la casse, mais concernant le maillage du territoire, qui permettrait aux écoles de subsister dans les villages ? Même si certains projets ont vu le jour, on constate le nombre limité de communauté des communes ayant la compétence scolaire. Quand on entend certains parents, certains élus, parler davantage de présent que de futurs, de leurs situations actuelles et communales plutôt que du devenir de leur territoire dans sa globalité, cela nous inquiète. Il y a trois ans l'UNSA éducation interpellait les élus afin que soit signé le protocole rural. Celui-ci nous a permis de conserver une partie des postes que nous allions perdre. Avec le nouveau gouvernement, le protocole s'est transformé en convention. L'UNSA Education espère que les élus seront plus prompts à le signer, dans l'intérêt de l'École de la République.

L'Education Nationale n'est pas exempte de tout reproche. Elle apporte peu de visibilité aux communes qui souhaiteraient investir car elle gère, au gré des vents politiques, la pénurie. Nous pouvions nous enorgueillir d'avoir un très haut taux d'accueil des tous petits. Depuis plusieurs années, il est en chute libre : 30% de moins de ces élèves depuis 2012, quand, sur la même période, l'école privée est restée stable. Ils ne sont comptabilisés, sauf rares exceptions, dans nos effectifs. Ils sont pourtant là, sans moyen prévu pour les prendre en charge. Ces enfants sont notre futur, celui de l'École et celui du territoire.

Lors du dernier CDEN, l'ancien préfet était intervenu, arguant que tout n'allait pas si mal en Aveyron, notamment au vu des résultats de nos élèves. Mais demain ? Doit-on attendre que les résultats baissent pour obtenir plus de moyens ? L'UNSA Education souhaite par ailleurs rappeler le travail de l'ensemble des professionnels de la communauté éducative qui, malgré une inflation de leur temps non comptabilisé dans leur temps de travail, malgré un RASED peu doté, malgré une considération de leurs métiers entamée, mettent beaucoup d'énergie (parfois trop) pour exercer leurs métiers au mieux.

Notre département est rural et que faire ? Doit-on baisser les bras ? Non, il suffirait que ses caractéristiques soient mieux prises en compte pour que tout s'améliore. A ce niveau, chacun, autour de cette table a son rôle à jouer, individuellement mais surtout collectivement. En tout cas, nous, représentants de l'UNSA Education, sommes prêts à nous associer à tous les échanges, toutes les discussions qui souhaitent atteindre cet objectif.

